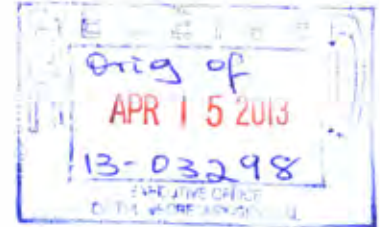


MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE
DE GUINEE AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES



PERMANENT MISSION OF THE
REPUBLIC OF GUINEA TO THE
UNITED NATIONS

Central



N°172/MPG/NY/Amb/hh/2013

New York, le 12 avril 2013

La Mission permanente de la République de Guinée auprès des Nations Unies à New York présente ses compliments au Secrétariat Général des Nations Unies et a l'honneur de lui faire tenir, ci-joint le communiqué du gouvernement à l'issue de la rencontre entre le Premier Ministre et les Anciens Premiers Ministres, en date du 10 mars 2013.

La Mission permanente de la République de Guinée auprès des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler Secrétariat Général des Nations Unies, les assurances de sa haute considération.

Secrétariat Général des Nations Unies
United Nations
New York, NY 10017



EXR/13/001





COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT

La rencontre du 10 mars dernier, entre le Premier ministre et les anciens Premiers ministres, s'est inscrite dans le cadre du dialogue politique initié par le Président de la République, et visant à réunir toutes les conditions d'organisation d'un scrutin législatif, inclusif, libre et transparent qui débouchera sur la mise en place d'une représentation nationale légitimée par le suffrage universel. Il s'agit là d'une première dans l'histoire politique de la Guinée. Après l'élection démocratique du Président de la République en 2010, le pays se verra ainsi doté d'une Assemblée Nationale digne de ce nom, et qui sera en mesure d'exercer un pouvoir législatif jusque-là dévolu au Conseil National de Transition.

C'est dire l'intérêt que revêtent pour le peuple guinéen les prochaines élections législatives, et la responsabilité qui incombe à la classe politique de tout faire pour que les électeurs puissent désigner librement leurs représentants à l'Assemblée Nationale.

C'est en ce sens que le gouvernement a tenu à ce que la sécurisation du scrutin soit désormais garantie par les experts de l'Union Européenne qui ont notamment pris acte du fait que toutes les recommandations contenues dans le rapport de l'OIF ont été prises en compte par la CENI. Du reste, la Francophonie elle-même, va être de nouveau étroitement associée, et dans les semaines à venir, au processus électoral.

Forte des conclusions et recommandations des missions d'audit menées par les différents experts informaticiens mis à la disposition du processus électoral, notamment par l'Union européenne, et afin de répondre à un besoin de garantie de transparence et de confiance accrue dans le système informatique de gestion du fichier électoral de la Guinée, la CENI a décidé, lors de sa plénière du 29 mars 2013, de mettre en place, avec le concours de ses partenaires techniques et

financiers, des mesures de contrôle permettant à des tiers **indépendants** de suivre le processus d'enrôlement dont :

- la mise en place du logiciel de monitoring des opérations de révision au niveau du site central ;
- l'exécution, **par une tierce partie**, du dé doublonnage multi-biométriques (empreintes digitales et faciales) ;
- la mise en place d'un comité de suivi des opérations de révision des listes électorales au sein duquel vont siéger les chefs de département de la CENI, les Experts des Partenaires Techniques et Financiers, en appui à la CENI, et ceux des 2 alliances reconnues par la Loi (opposition et mouvance).

Encore une fois, à ce jour, selon le dernier rapport de l'expert de l'Union européenne mandaté à cet effet, toutes les recommandations techniques de l'OIF et du PNUD ont été réglées par l'Opérateur Technique et il conclut que « *La sécurité d'accès aux kits a été portée à un niveau sans précédent* »

Toutes ces implémentations techniques et administratives doivent permettre de renforcer considérablement la confiance des acteurs politiques dans le processus électoral.

Aucun effort ne sera ménagé pour la tenue d'élections législatives exemplaires. Le gouvernement, avec l'appui de ses partenaires et la pleine participation des partis politiques et des électeurs, souhaite que ces élections législatives soient l'occasion de la mise en place d'un pilier essentiel de nos institutions républicaines : l'Assemblée Nationale.

Je vous remercie

Le Porte-parole du Gouvernement

Contact médias :

M. Damantang Albert CAMARA, Porte-parole du Gouvernement, ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Emploi

+ 224 68-20-58-58

Transmis par le Bureau de Presse de la Présidence

**Contact : 64-87-96-59
68181557**

**moussa.cisse@presidence.gov.gn
aboumaco2000@yahoo.fr
abdoulaye.sankara@presidence.gov.gn**